

Cote du document: EB 2015/LOT/G.11  
Date: 29 octobre 2015  
Distribution: Publique  
Original: Anglais

F



Investir dans les populations rurales

Rapport du Président concernant une proposition de don au titre du guichet-pays spécifique à la République des Philippines pour le Projet relatif à la pêche, aux ressources côtières et aux moyens d'existence (FishCORAL)

Note pour les représentants au Conseil d'administration

Responsables:

Questions techniques:

Benoît Thierry  
Chargé de programme de pays  
Division Asie et Pacifique  
téléphone: +39 06 5459 2234  
courriel: b.thierry@ifad.org

Transmission des documents:

Alessandra Zusi Bergés  
Responsable du  
Bureau des organes directeurs  
téléphone: +39 06 5459 2092  
courriel: gb\_office@ifad.org

---

Pour: Approbation

## Table des matières

Sigles et acronymes	i
Première partie – Introduction	1
Deuxième partie – Recommandation	2
 Annexe	
Projet relatif à la pêche, aux ressources côtières et aux moyens d'existence (FishCORAL)	3
 Appendice	
Results-based logical framework (Cadre logique axé sur les résultats)	1

## Sigles et acronymes

BPRA	Bureau des pêches et des ressources aquatiques
FishCORAL	Projet relatif à la pêche, aux ressources côtières et aux moyens d'existence
SSYGRI	Système de gestion des résultats et de l'impact
UAL	Unité administrative locale

## Recommandation pour approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à une proposition de don au titre du guichet-pays spécifique à la République des Philippines pour le Projet relatif à la pêche, aux ressources côtières et aux moyens d'existence (FishCORAL), telle qu'elle figure au paragraphe 5.

## Rapport du Président concernant une proposition de don au titre du guichet-pays spécifique à la République des Philippines pour le Projet relatif à la pêche, aux ressources côtières et aux moyens d'existence (FishCORAL)

### Première partie – Introduction

1. Dans le présent rapport, il est recommandé d'octroyer un don du FIDA de 0,69 million d'USD au titre du guichet-pays spécifique à la République des Philippines pour le Projet relatif à la pêche, aux ressources côtières et aux moyens d'existence (FishCORAL). La proposition de don figure en annexe au présent rapport.
2. Les dons du FIDA ont pour but d'élargir et de valoriser significativement le soutien apporté à l'agriculture paysanne et à la transformation du monde rural, contribuant de la sorte à l'éradication de la pauvreté rurale, au développement de l'agriculture durable ainsi qu'à la sécurité alimentaire et à la nutrition à l'échelle mondiale. Pour atteindre ces objectifs, les dons du FIDA doivent respecter les trois principes fondamentaux suivants: i) apporter une contribution significative à un bien public national, régional ou mondial en rapport avec le mandat du FIDA; ii) se concentrer sur les interventions pour lesquelles le financement sous forme de dons offre clairement une valeur ajoutée et un avantage comparatif par rapport aux prêts ordinaires; et iii) ne pas se substituer aux ressources ordinaires du budget administratif du FIDA.
3. Les objectifs du financement du FIDA sous forme de dons sont les suivants: i) promouvoir des démarches et des technologies innovantes, utiles aux pauvres et se prêtant à une reproduction à plus grande échelle pour accroître l'impact; ii) renforcer les capacités institutionnelles et politiques des partenaires; iii) accentuer le plaidoyer et l'engagement dans les politiques; et iv) générer des savoirs et les partager au profit de l'impact de développement. Les populations rurales pauvres et leurs organisations devraient être au cœur de chaque proposition de don afin que le FIDA remplisse son mandat en aidant ces populations à améliorer leur sécurité alimentaire et leur nutrition, à accroître leurs revenus et à renforcer leur résilience.
4. Le projet proposé est conforme au but stratégique et aux objectifs du financement du FIDA sous forme de dons, tels qu'énoncés dans la Politique du FIDA en matière de dons, notamment s'agissant de renforcer les capacités institutionnelles et politiques des partenaires.

## Deuxième partie – Recommandation

5. Je recommande que le Conseil d'administration approuve la proposition de don en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds, dans le but de financer en partie le Projet relatif à la pêche, aux ressources côtières et aux moyens d'existence (FishCORAL), accordera un don ne dépassant pas six cent quatre-vingt-dix mille dollars des États-Unis (690 000 USD) à la République des Philippines, à l'appui d'un projet de cinq ans. Ce don sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées au Conseil d'administration dans le présent rapport.

Le Président  
Kanayo F. Nwanze

## Projet relatif à la pêche, aux ressources côtières et aux moyens d'existence (FishCORAL)

### I. Généralités

1. Le Projet relatif à la pêche, aux ressources côtières et aux moyens d'existence (FishCORAL), piloté par le Bureau de la pêche et des ressources aquatiques du Ministère de l'agriculture, a été conçu afin de remédier aux principaux problèmes qui ont conduit à l'appauvrissement d'un grand nombre de communautés de pêcheurs et de réduire la pauvreté qui touche les communautés côtières des 11 baies et golfes ciblés dans les régions V, VIII et XIII dans la région de Caraga et dans la région autonome du Mindanao musulman.
2. Le 17 octobre 2014, l'Office national de l'économie et du développement du gouvernement a approuvé le projet et le 6 mars 2015, le Ministère du budget et de la gestion a délivré le certificat d'engagement de fonds (Forward Obligation Authority). Les négociations relatives à l'accord de financement entre le Gouvernement de la République des Philippines et le FIDA se sont tenues le 19 juin 2015. La délégation philippine a demandé que l'accord de don fasse l'objet d'un document distinct de l'accord de prêt, dans la mesure où le gouvernement ne traite pas de la même manière ces deux types de financement.

### II. Justification et pertinence pour le FIDA

3. Les pêcheurs représentent les groupes les plus pauvres du pays, l'incidence de pauvreté les concernant étant de 41,4% en 2009, pourcentage supérieur à celui de 2003 (35%). La situation des pêcheurs municipaux<sup>1</sup> et de leurs familles ne s'est pas améliorée en raison des facteurs suivants: i) faible productivité côtière du fait de la dégradation des habitats et des bassins versants; ii) diminution des stocks de poisson sous l'effet du braconnage, de la pollution et de la surpêche; iii) accès insuffisant aux services essentiels et à l'appui institutionnel; iv) forte densité de population dans les zones côtières; v) médiocrité des systèmes de traitement après récolte et des réseaux de distribution; vi) manque d'activités génératrices de revenus de remplacement; et vii) faible volonté politique des responsables locaux en ce qui concerne l'adoption et/ou l'application de la législation en matière de pêche.
4. Les activités mises en œuvre dans le cadre du projet seront axées sur les priorités ci-après: i) protéger l'habitat des zones aquatiques et côtières (mangroves, récifs coralliens et herbiers marins); ii) accroître les revenus des ménages vivant dans la zone côtière; et iii) renforcer les capacités des parties prenantes pour une gestion durable des ressources halieutiques et côtières.
5. Ce projet vient compléter et appuyer les activités d'aide à la reconstruction mises en place par le gouvernement à la suite du typhon Haiyan et le plan de remise en état adopté par le Ministère de l'agriculture en faveur du secteur agricole. Ces initiatives contribueront à la reconstruction des villages de pêcheurs et à la restauration des ressources côtières dévastées par le typhon Haiyan dans la région des Visayas orientales, grâce à la reconstitution des ressources côtières et halieutiques et à la remise en état des moyens de subsistance des communautés de pêcheurs, favorisant ainsi l'amélioration de la capacité de résilience des communautés aux risques liés aux catastrophes naturelles et au changement climatique. Le projet correspond aux objectifs stratégiques du programme d'options stratégiques pour le pays (COSOP) arrêté pour la période 2010-2016, puisqu'il a pour objet: i) d'améliorer la gestion des ressources halieutiques et côtières et les moyens de subsistance des communautés pauvres du littoral; et ii) de gérer les

---

<sup>1</sup> C'est-à-dire des petits pêcheurs qui exercent leur activité dans les eaux municipales, à moins de 15 kilomètres des côtes (moins de 12 kilomètres pour la région autonome du Mindanao musulman).

ressources naturelles en tenant compte du changement climatique, de l'intégration de la problématique hommes-femmes, de la concertation sur les politiques et de l'appui à la décentralisation.

6. La conception du projet est conforme au troisième objectif stratégique du COSOP<sup>2</sup> et correspond bien au Cadre stratégique du FIDA 2011-2015, qui met l'accent sur les objectifs suivants: sécurité d'accès aux ressources naturelles; adaptation au changement climatique et atténuation de ses effets; technologies agricoles améliorées et services de production efficaces; services financiers plus complets; intégration dans les filières grâce à des marchés compétitifs pour les intrants agricoles et les produits; développement des entreprises rurales et possibilités d'emploi non agricole; formation et enseignement techniques et professionnels; et autonomisation des populations rurales pauvres par le biais d'organisations de producteurs ruraux viables et efficaces. Dans ce contexte, la pêche fait partie de l'agriculture. En application du dispositif philippin de notice d'impact sur l'environnement, le projet est classé à la fois dans la catégorie C et la catégorie D, car il vise à améliorer directement la qualité de l'environnement ou à résoudre des problèmes environnementaux existants dans les zones côtières; en outre, les volets ayant trait aux infrastructures rurales sont à petite échelle et ne relèvent pas d'autres catégories.

### III. Le projet proposé

7. L'objectif global du projet est de contribuer à réduire la pauvreté dans les communautés côtières des 11 baies cibles dans les régions V, VIII et XIII ainsi que dans la région autonome du Mindanao musulman. Ses objectifs spécifiques sont que les communautés côtières parviennent à gérer durablement leurs ressources halieutiques et côtières, d'où une amélioration des moyens de subsistance des ménages cibles. Le projet, tel qu'il est conçu, contribue à la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement, notamment s'agissant de l'élimination de la pauvreté (Objectif 1), de l'égalité des sexes (Objectif 3) et de la préservation de l'environnement (Objectif 7).
8. Le projet concernera 11 baies ou golfes situés dans les régions V, VIII et XIII des archipels de Luçon et des Visayas et dans la région autonome du Mindanao musulman. Sur le littoral de ces baies ou golfes, qui sont situés dans 14 provinces, on recense 103 municipalités ou villes et 1 098 villages côtiers/barangays. Environ 188 000 ménages pauvres, soit 724 000 personnes, vivent dans ces villages côtiers, dont 90 596 sont des ménages de pêcheurs; selon les estimations, environ 38 050 d'entre eux vivent en dessous du seuil de pauvreté, parmi lesquels des ménages dirigés par une femme ou un jeune déscolarisé. Les ménages de pêcheurs bénéficiaires du projet seront sélectionnés principalement en fonction de leur situation socioéconomique, en utilisant des listes actualisées de ménages pauvres établies par le Ministère de la protection sociale et du développement. Pour identifier les bénéficiaires potentiels, le projet ciblera les organisations populaires agréées remplissant les conditions requises et leurs adhérents appartenant à des communautés de pêcheurs. Les membres du groupe cible comprendront des adhérents des organisations populaires qui seront cooptés ou sélectionnés en fonction de leur intérêt pour la ou les activités de subsistance proposées ou d'un classement résultant de l'évaluation participative de la richesse. En outre, de nouvelles organisations populaires seront constituées dans le cadre du projet, en réponse à la demande émanant du groupe cible.

<sup>2</sup> "Permettre à certaines communautés marginalisées et pauvres de Bicol, des Visayas orientales, du nord de Mindanao et de la région autonome du Mindanao musulman qui dépendent des ressources côtières d'exploiter de façon durable les ressources halieutiques et d'autres ressources côtières productives, d'adopter des pratiques de gestion durable et de diversifier leurs moyens de subsistance pour répondre à leurs besoins fondamentaux (surtout alimentaires)."

9. Le projet aura une durée de cinq ans et s'articulera autour de trois grandes composantes: i) gestion des ressources côtières; ii) amélioration des moyens de subsistance; et iii) gestion et coordination du projet.
10. Composante 1 – Gestion des ressources côtières. Dans le cadre de cette composante, la priorité sera accordée à l'application des lois et des politiques relatives à la gestion de la pêche et des ressources côtières, moyennant la mise en œuvre d'activités visant à promouvoir la conservation, la protection et la reconstitution des ressources et des habitats essentiels dans les zones d'intervention. Des infrastructures et de l'équipement seront fournis dans le cadre du projet, de manière à favoriser l'application des lois et la protection des ressources.
11. Composante 2 - Amélioration des moyens de subsistance. Dans le cadre de cette composante, des possibilités seront offertes aux ménages afin qu'ils puissent accroître leurs revenus. Des investissements dans des micro-entreprises, tant dans le secteur de la pêche qu'en dehors, seront offertes aux bénéficiaires au niveau des organisations et des ménages. Les organisations à assise communautaire ou les organisations populaires seront renforcées afin d'aider les individus et leurs organisations à devenir entrepreneurs, et le projet fournira également l'infrastructure nécessaire au développement de ces entreprises.

#### IV. Produits escomptés

12. On attend de ce programme les produits suivants:
  - Composante 1: Adoption par les communautés de pêche d'une gestion durable des ressources halieutiques et côtières.
  - Composante 2: Accroissement du revenu des ménages de pêcheurs dans les communautés côtières cibles grâce à un engagement durable dans des activités génératrices de revenu diversifiées.

#### V. Modalités d'exécution

13. Les grands principes sur lesquels repose l'exécution du projet sont les suivants:
  - i) le recours à une démarche écosystémique pour la gestion de la pêche;
  - ii) le financement des activités retenues par les communautés du littoral et les autorités des municipalités et des villes et inscrites dans les plans de développement et d'investissement établis par les Unités administratives locales (UAL);
  - iii) des modalités de mise en œuvre définies conformément aux procédures et au cahier des charges établis par les pouvoirs publics à tous les niveaux, le projet étant exécuté dans le cadre défini par le gouvernement en matière de décentralisation aux termes de l'Initiative nationale de convergence;
  - et iv) la concertation avec la Commission nationale chargée des peuples autochtones s'il s'avère que des peuples autochtones vivent au sein de l'une des communautés du littoral concernées par le projet – suivant la méthode et les procédures arrêtées par le FIDA pour associer les peuples autochtones au développement. Le calendrier d'exécution du projet sera fonction de l'état de préparation des organisations populaires, des UAL, des Conseils de gestion de baie (CGB) et des organismes régionaux. Les sous-projets ayant trait à l'amélioration des moyens de subsistance seront définis en fonction des produits prioritaires arrêtés aux termes des feuilles de route régionales établies par le Bureau des pêches et des ressources aquatiques (BPRA), afin de faire en sorte qu'ils soient adaptés aux sites concernés et de contribuer ainsi à en assurer la pérennité. Le BPRA, principal organisme d'exécution du projet, assumera l'entière responsabilité de son administration et de sa gestion; il utilisera les structures dont il est d'ores et déjà doté au niveau national, régional et provincial pour mettre en œuvre les activités relevant du projet. Les municipalités et les villes sont responsables de la gestion des eaux municipales et des zones côtières. Au niveau national, un comité

interinstitutions de haut niveau chargé du pilotage du projet s'acquittera des missions suivantes: définir les grandes orientations; approuver les directives de mise en œuvre du projet, les plans de travail et budgets annuels et les plans de passation des marchés; et résoudre les problèmes de mise en œuvre qui ne peuvent être tranchés au niveau régional. Un comité régional de coordination et de pilotage fournira des conseils en ce qui concerne les aspects institutionnels et politiques de l'exécution du projet au niveau régional, et il s'attachera à favoriser l'efficacité et l'efficience des services fournis par différents organismes à l'appui du projet. Dans chaque baie, un comité sera chargé de coordonner et d'appuyer les activités relevant du projet. Au sein de l'office central du BPRA, un bureau d'appui et de coordination du projet sera chargé d'épauler, de coordonner et de superviser la mise en œuvre du projet et d'assurer la coordination au sein du BPRA et avec les organismes publics de contrôle, les UAL, les équipes de gestion de projet au niveau des régions, des municipalités et des baies/golfes, et le FIDA. Des bureaux régionaux de gestion de projet seront créés dans chaque région cible. Des bureaux de gestion des projets municipaux/urbains seront installés au sein des UAL de la municipalité ou de la ville dans les régions 5, 8 et 13, tandis qu'au sein de la région autonome du Mindanao musulman, une unité municipale de mise en œuvre du projet sera installée dans le Bureau provincial du BPRA sous la direction du responsable des pêcheries de province. Le projet fonctionnera en tant que partie intégrante de l'Initiative nationale de convergence, avec l'assistance d'autres agences gouvernementales en cas de besoin.

14. La planification, le suivi-évaluation et la gestion financière, la passation des marchés et la gouvernance de ce projet seront menées conformément aux modalités définies pour FishCORAL, qui ont été approuvées par le Conseil d'administration du FIDA.
15. Apprentissage et gestion des savoirs. Le projet permettra d'assurer la production et la gestion de savoirs dans le but: d'améliorer l'exécution; d'enrichir le corpus de savoirs du BPRA; de contribuer à sensibiliser les parties prenantes; et d'améliorer, à terme, l'élaboration des politiques publiques et la mise en œuvre des projets. Il permettra d'encourager des démarches innovantes, de garder trace des enseignements dégagés et d'organiser la mutualisation des savoirs au sein du personnel du projet, du BPRA et des autres organismes d'exécution. En outre, le personnel du projet échangera des connaissances avec celui d'autres projets auxquels le FIDA apporte son concours dans le pays et la région.
16. Le projet appuiera l'analyse des politiques et les études de cas dans une optique de concertation sur les politiques et de consultation avec les institutions nationales et locales compétentes. Ce dialogue portera sur la gestion par les UAL des ressources halieutiques et côtières des municipalités et des villes et la mise en place de nouvelles activités de subsistance à l'intention des communautés du littoral. Le projet apportera un concours à la révision de la législation pertinente en vigueur en ce qui concerne les parties du Code des collectivités locales relatives à la pêche dans les eaux municipales, le Code applicable aux zones côtières et à la pêche des Philippines, les éventuels chevauchements entre les rôles et les responsabilités des CGB et des conseils de gestion intégrée de la pêche et des ressources aquatiques, et le rôle à venir des dispositifs de gestion de la pêche qui existaient déjà. Le projet apportera également un concours à la révision d'autres lois pertinentes, telles que la loi relative à la gestion de l'agriculture et de la pêche. À l'issue de l'examen à mi-parcours, les modifications qu'il sera proposé d'apporter aux codes en ce qui concerne la pêche dans les eaux municipales pourraient être expérimentées dans un certain nombre de sites.



## VI. Coût et financement indicatifs du projet

17. Outre le prêt de 27,31 millions d'EUR (soit approximativement 29,96 millions d'USD) octroyé au profit de FishCORAL que le Conseil d'administration du FIDA a approuvé à sa cent quinzième session<sup>3</sup>, un don de 0,693 million d'USD sera alloué en faveur de ce projet.

Tableau 1  
**Coût par composante et par source de financement**  
(en milliers d'USD)

Composante	Prêt approuvé par le FIDA		Don FIDA		Gouvernement		UAL		Bénéficiaire/soumissionnaire		Total	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
1. Gestion des ressources côtières	18 751,2	77,0	211,9	0,9	2 537,4	10,4	2 725,8	11,2	128,3	0,5	24 534,6	55,8
2. Amélioration des moyens de subsistance	10 988,2	70,5	480,8	3,1	1 721,1	11,0	1 199,8	7,7	1 199,83	7,7	15 589,7	35,7
3. Gestion et coordination du projet	216,4	5,7	-	-	1 866,1	49,2	1 710,5	45,1	-	-	3 793,0	8,5
<b>Total</b>	<b>29 955,7</b>	<b>68,8</b>	<b>692,7</b>	<b>1,6</b>	<b>6 124,6</b>	<b>14,0</b>	<b>5 636,1</b>	<b>12,9</b>	<b>1 328,1</b>	<b>3,1</b>	<b>43 737,3</b>	<b>100,0</b>

Tableau 2  
**Coût par catégorie de dépenses et par source de financement**  
(en milliers d'USD)

Catégorie de dépenses	Prêt approuvé par le FIDA		Don du FIDA		Gouvernement		UAL		Bénéficiaire/soumissionnaire		Total	
	Montant	%	Montant		Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
1. Travaux	1 726,8	80,3	-	-	230,4	10,7	193,4	9,0	-	-	2 150,6	4,9
2. Équipement, matériel et fournitures	17 734,0	76,4	-	-	2 486,1	10,7	1 735,9	7,5	1 247,4	5,4	23 203,4	53,1
3. Services de consultation	10 494,9	84,5	692,7	5,6	1 071,2	8,6	80,8	0,7	80,8	0,7	12 420,4	28,4
4. Agents du gouvernement	-	-	-	-	367,1	16,1	1 915,5	83,9	-	-	2 282,6	5,2
5. Fonctionnement et entretien	-	-	-	-	1 969,8	53,5	1 710,5	46,5	-	-	3 680,3	8,4
<b>Coût total du projet</b>	<b>29 955,7</b>	<b>68,5</b>	<b>692,7</b>	<b>1,6</b>	<b>6 124,6</b>	<b>14,0</b>	<b>5 636,1</b>	<b>12,9</b>	<b>1 328,1</b>	<b>3,0</b>	<b>43 737,3</b>	<b>100,0</b>

<sup>3</sup> <https://webapps.ifad.org/members/eb/115/docs/french/EB-2015-115-R-12.pdf>

## Results-based logical framework (Cadre logique axé sur les résultats)

Narrative Summary	Performance Indicators	Means of Verification	Assumptions/Risks
Goal			
Contribute to reduce poverty in target coastal communities/ ecosystems in Regions V, VIII, XIII and ARMM	<p>By end of project(EOP) in the covered municipalities/provinces:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Decreased poverty incidence by 5% from baseline of 42% (mean poverty incidence)</li> </ul> <p>By EOP 60% of the targeted 90,596 poor households in the project area:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Increased ownership of household assets by 20% of baseline.</li> <li>Decreased child malnutrition (ages 0-5 years) by 4% from baseline of 24.4%.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Results and Impact Management System (RIMS)+ Impact survey</li> <li>NSCB FIES survey</li> <li>LPGPMS</li> <li>CBMS</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Controlled/managed calamity/disaster in the target coastal communities</li> </ul>
Development Objective			
Realize increase in annual income of participating community households and employment of women engaged in income generating activities.	<p>By EOP, in the project area:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Annual income of participating fishing community households increased by 10% of baseline</li> <li>Employment of women engaged in income-generating activities increased to 40% from baseline of 20%.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>RIMS+ Impact survey</li> <li>Outcomes surveys</li> <li>LGU budget/ finance document.</li> <li>LGPMS</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Climate variability does not overcome the resilience of subprojects supported by the project</li> <li>No major financial shocks, stable inflation rate and purchasing power of fishing households maintained or increasing</li> </ul>
Component outcomes and outputs			
<b>Component 1 Outcome:</b> Fishing communities adopted sustainable management of fishery and coastal resources.	<p>By EOP, in the project area:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Fish density in coral reefs increased by an average of 15% from baseline.</li> <li>Hard coral cover improved in selected sample protected areas where scientific sampling of coral takes place by an average of 15% from baseline.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>RPRSA result</li> <li>Project monitoring and evaluation (M&amp;E)</li> <li>LGU annual financial report</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>LGUs, DENR and other agencies are vigilant in protecting and rehabilitating natural resources (ridge to reef)</li> </ul>
<b>Component 1, Output 1:</b> Capabilities of LGUs and fishing communities to enforce sustainable management of fishery and coastal resources established.	<ul style="list-style-type: none"> <li>103 municipal/city fishery law enforcement teams and 103 M/C FARMCs formed, strengthened and sustained.</li> <li>11 bay management councils formed, strengthened and sustained with their bay-wide fishing ordinances implemented.</li> <li>103 LGUs implementing fisheries and Coastal Resource Management plans and ordinances.</li> <li>103 LGUs delineated municipal waters with accompanying zoning ordinances.</li> <li>103 sets of patrol boat equipment for surveillance sustainably operated.</li> <li>11 climate proofed bay management, multi-purpose buildings constructed and maintained with 103 climate proofed watch towers constructed and maintained.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Project M&amp;E</li> <li>LGU records</li> <li>NAMRIA record on delineation</li> <li>Law enforcement records</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>National/local laws/ordinances favour the protection and rehabilitation off the municipal fisheries and coastal resources</li> </ul>
<b>Component 1, Output 2:</b> Municipal/city and bay-wide fishery and coastal resources management and investment plans	<ul style="list-style-type: none"> <li>103 LGUs formulated/updated multi-year CRM and fishery management/investment plans which are integrated into the CLUP/MDP and AIPs.</li> <li>11 bay-wide multi-year CRM and fishery management/investment plans</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Project M&amp;E</li> <li>LGU records</li> <li>LGU Annual Investment Plans</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>LGU leadership support to fishery/CRM development.</li> </ul>

Narrative Summary	Performance Indicators	Means of Verification	Assumptions/Risks
implemented	adopted by LGUs involved.		
<b>Component 1, Output 3:</b> Habitats for fishery and coastal resources rehabilitated and established.	<ul style="list-style-type: none"> <li>1,100 ha of critical mangrove areas rehabilitated and managed sustainably.</li> <li>21,456 ha of established and delineated or rehabilitated fish sanctuaries managed sustainably.</li> <li>3,814 ha of rehabilitated/protected sea grass beds managed sustainably.</li> <li>22 marine species stock enhancement projects implemented.</li> <li>5,200 units of supplemental artificial reef deployed.</li> <li>5,150 ha of fish sanctuary provided with delineation markers.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Project M&amp;E.</li> <li>LGU records.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>LGU leaderships support fishery / CRM protection and rehabilitation.</li> <li>Laws/ordinances support protection and the sustainable management of the municipal fisheries/coastal resources.</li> </ul>
<b>Component 2 Outcome</b> Income of fishing households in target coastal communities increased through sustainable engagement in diversified livelihood activities.	By EOP, in <b>103</b> target municipalities and cities: <ul style="list-style-type: none"> <li>Fishing households involved in fishery enterprises increased to 30% from a baseline of 20%, (30% are women from a baseline of 20%).</li> <li>One micro-enterprise established per coastal <i>barangay</i> operating.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>RIMS + Impact Survey.</li> <li>Outcome Survey.</li> <li>Project M&amp;E.</li> <li>LGU records.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>No major financial shocks that affect the growth of livelihood enterprises.</li> </ul>
<b>Component 2, Output 1:</b> Fishing households organized into livelihood groups	<ul style="list-style-type: none"> <li>4,158 groups generating profit from aquaculture and marine enterprises, including seaweed farms, fish culture, fish processing and other fishery-related enterprises (50% of members are women).</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Project M&amp;E.</li> <li>Group/cluster financial records.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Continued willingness of fishing and other poor hhs in coastal communities to work collectively in livelihood groups/clusters.</li> </ul>
<b>Component 2, Output 2:</b> Livelihood projects (fishery and non-fishery) with corresponding climate-proofed infrastructure/ facility support implemented	<ul style="list-style-type: none"> <li>1 BFAR fully operational hatchery assisted.</li> <li>7 community-based hatchery development and enhancement facilities established.</li> <li>515 communal seaweed solar dryer with storage constructed.</li> <li>49 mobile ice makers and 294 chest freezers managed sustainably.</li> <li>4,825 linear meters of fish-landing facilities constructed.</li> <li>50% of the livelihood projects will be implemented by women.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Project M&amp;E.</li> <li>LGU records.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>LGU leadership continuing support to allocate timely counterpart funds.</li> </ul>